



- Ateliers nationaux -

## Format de rapport des ateliers nationaux préparatoires de Désertif'actions 2026

Désertif'actions 2026

Pour des territoires résilients face aux sécheresses : agissons dès maintenant !

### Informations générales

#### - Organismes et leurs logos

Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD)



#### - Date et lieu de l'atelier

Le 23 Juillet 2025 à Maroua, Cameroun

#### - Sources de financement (bailleurs et leurs logos) :

GEF SGP/COMDEKS-4



#### - Rapporteur de l'atelier (nom, prénom, adresse mail)

Nom et prénom : ABBO MOHAMADOU

Adresse mail : abbo\_zenden@gmail.com

### Contenus des travaux

#### 1. Contexte des sécheresses dans le pays

##### 1.1. Éléments de contexte sur les sécheresses (occurrences des crises, impacts sur les territoires et leurs ressources, sur les communautés et leurs activités)

Le Cameroun a connu 03 principaux épisodes de grandes sécheresses entre les années 70 et le début des années 2020. La "sécheresse du Sahel" a marqué la période allant de 1970 à 1980. Elle a eu des conséquences agro-climatiques significatives dans la région de l'Extrême-Nord, notamment des baisses de rendement agricole et des difficultés de culture. Entre 1990 et 2000, des ruptures dans les séries pluviométriques ont été observées, avec des déficits pluviométriques et des changements dans les tendances



Co-organismes



Nations Unies  
Convention sur la lutte  
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





des précipitations. Dans l'intervalle 2010-2020, la superficie des terres affectées par la sécheresse a augmenté, accentuant les problèmes de déforestation et de dégradation des terres.

Les régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun localisées dans la zone soudano-sahélienne et connues pour leurs climats arides sont celles les plus touchées par le processus de désertification et de sécheresse. Viennent ensuite la région de l'Adamaoua et les Montagnes de la région de l'Ouest qui commencent progressivement à être confrontées au problème. Dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, il est noté une diminution drastique des précipitations, entraînant des conséquences désastreuses sur l'agriculture, l'élevage et la sécurité alimentaire. Les cultures de base telles que le mil, le maïs et le sorgho ne résistent plus aux longues périodes de sécheresse.

Selon les données officielles, les récoltes camerounaises ont chuté de près de 40 % ces dernières années, ce qui expose des milliers de familles à l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, les petits agriculteurs sont contraints d'abandonner leurs exploitations. Ils migrent vers des zones urbaines à la recherche de meilleures conditions de vie, ce qui a des conséquences sur les plans démographiques, économiques et socio-environnementaux. La main-d'œuvre agricole est en constante baisse, la production agricole régresse, la pression sur les ressources et les infrastructures urbaines déjà fragiles s'accroît. Dans le secteur de l'élevage, les pâturages se raréfient et les points d'eau s'assèchent à une vitesse alarmante poussant les éleveurs à parcourir des centaines de kilomètres à la recherche des points d'abreuvement. La situation constitue une menace non seulement pour les revenus des éleveurs, mais aussi pour la stabilité économique et sociale des régions concernées.

Les répercussions humaines de la sécheresse sont dramatiques au Cameroun. L'insécurité alimentaire provoque une hausse des cas de malnutrition, en particulier chez les enfants. Les ONG et les Organisations de la Société Civile (OSC) locales signalent une augmentation des besoins en aide humanitaire. De plus, la compétition pour les ressources engendre des conflits entre agriculteurs et éleveurs, exacerbant les tensions communautaires. C'est le cas par exemple dans le Logone et Chari, Région de l'Extrême-Nord où des conflits liés au foncier et à des problèmes d'accès aux ressources naturelles (eau, terres) ont entraîné en 2021, le décès de 44 personnes et le déplacement d'environ 104 336 réfugiés Camerounais vers le Tchad suite à un conflit opposant les communautés Mousgoum et Arabe Choa (HCR, décembre 2021). Dans le Département du Mayo Tsanaga, les femmes, souvent responsables de l'approvisionnement en eau, doivent parcourir des kilomètres très tôt le matin ou tard en soirée pour trouver des points d'eau, mettant leur sécurité en danger et réduisant le temps qu'elles peuvent consacrer à d'autres activités.

## 1.2. Réponses politiques face aux sécheresses (engagements nationaux, mécanismes existants, positions portées par le pays à l'international)

Il ressort des présentations des responsables des Ministères **i)** de l'environnement de la protection de la nature et du développement durable, **ii)** de l'agriculture et du



Co-organisateur



Nations Unies  
Convention sur la lutte  
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





développement rural, **iii**) de l'eau et de l'énergie que le Cameroun met en œuvre divers mécanismes, à divers niveaux, pour faire face aux sécheresses.

Ainsi sur le plan national, l'on peut citer :

- **La budgétisation verte ou Budgétisation Sensible au Climat (BSC).** Elle permet d'évaluer l'impact climatique des dépenses de l'État et les efforts budgétaires pour atteindre les objectifs nationaux et internationaux du Cameroun en matière de lutte contre les changements climatiques. Elle permet de contribuer à la promotion du développement durable en misant sur l'utilisation des énergies renouvelables, l'usage rationnel et durable des ressources naturelles et la réduction des émissions des gaz à effet de serre. Elle permet aussi aux administrations pilotes de renforcer leurs capacités institutionnelles dans la gestion des changements climatiques.
- **La politique nationale de l'eau.** Elle vise à ce que toutes les ressources en eau du Cameroun soient identifiées et gérées de manière durable d'ici 2035.
- **La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030.** Elle vise un objectif de 100 % d'accès à l'eau dans les zones urbaines, de 85 % dans les zones rurales du Cameroun d'ici à 2030.
- **Le Plan national d'adaptation aux changements climatiques.** Il a pour objectif notamment, de réduire la vulnérabilité du pays aux incidences des changements climatiques en renforçant sa capacité d'adaptation et de résilience.
- **Le comité provincial de lutte contre la sécheresse devenu comité inter-régional de lutte contre la sécheresse.** Il a pour objectif de lutter contre les effets de la sécheresse et de la désertification dans le Nord du pays.
- **L'opération sahel vert.** Il s'agit d'une initiative de lutte contre la désertification dans la Région de l'Extrême-Nord du pays. Elle vise notamment à restaurer les terres dégradées dans les zones affectées par la désertification en luttant efficacement contre la dégradation des terres et en augmentant la fertilité des sols.
- Des institutions étatiques, qui traitent des questions de suivi de la sécheresse et jouent le rôle de structures de veille. Elles ont pour mission, de suivre et d'évaluer les impacts socio-économiques et environnementaux des changements climatiques et de proposer des mesures de prévention, d'atténuation et/ou d'adaptation aux effets néfastes et risques liés à ces changements ; Il s'agit de la **Direction de la Météorologie nationale (DMN)** du Ministère des Transports ; du **Centre de Recherche Hydrologique (CRH)** ; de l'**Observatoire national des Risques (ONR)** et de l'**Observatoire National des Changements Climatiques (ONACC)**.
- **La structuration du secteur de l'élevage.** Elle a été mise en œuvre pour une meilleure gestion du foncier pastoral dans la partie septentrionale du pays.



- **L'office céréalier.** C'est une banque des céréales. La structure constitue des stocks de céréales pour contrer toute inflation en période de sécheresse et faciliter la réaction des populations ;
- **Le Système National d'alerte Rapide (SNAR)** transformé plus tard en **SMIAR (Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide)**.

Au niveau international, le Cameroun a ratifié plusieurs traités et participe également aux accords internationaux. Au rang de ses engagements à ce niveau, l'on note :

- **La ratification de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).** Cette convention constitue une réponse appropriée aux défis colossaux posés par les changements climatiques dans le monde. Elle a édicté les principes généraux et jeté les bases d'une action mondiale de lutte contre les changements climatiques. Elle exige de chaque État Partie, un effort de protection du système climatique pour les générations présentes et futures au triple niveau national, régional et international.
- **La participation régulière aux négociations internationales sur le climat.**
- **La collaboration avec des organisations internationales, telles que le FMI,** pour obtenir des financements et un soutien technique dans la lutte contre le changement climatique et la sécheresse.
- **La mise à jour de sa CDN (Contribution déterminée au niveau national) en 2021.** Il s'est ainsi engagé à réduire ses émissions de 35% d'ici 2030, en mettant l'accent sur l'agriculture, l'énergie, la foresterie et les déchets, tout en favorisant l'adaptation.
- **La participation à des initiatives régionales de lutte contre la sécheresse.** C'est le cas à travers son implication dans la Force Multinationale Mixte (FMM), une organisation œuvrant dans la région du lac Tchad, en faveur de la lutte contre les défis sécuritaires liés à la sécheresse et à la dégradation des terres.
- **La ratification en 1997 de la Convention des Nations Unies pour la Lutte Contre la Désertification (CNULCD) et la participation aux Conférences des Parties sur la lutte contre la désertification.**

## 2. Résultats des travaux sur la sous-thématique traitée

### 2.1. Thématique traitée (intitulé)

Transformation des systèmes agricoles et/ou d'élevage sédentaires

### 2.2. Question posée et description de la problématique spécifique dans le pays

Les travaux de la sous-thématique visaient à fournir des réponses à la question suivante : **quels sont les effets de la sécheresse sur les systèmes de production au Cameroun ?**



Co-organisateur



Nations Unies  
Convention sur la lutte  
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





À cet égard, il est ressorti des présentations de cadrage les données suivantes :

- La sécheresse a un impact majeur sur la sécurité alimentaire des populations camerounaises, surtout celles des régions du Nord et de l'Extrême-nord, zones les plus touchées par le processus de désertification et de sécheresse.
- Depuis 2000, au moins 10 % de la superficie du Cameroun est touché par la sécheresse.
- Entre 2010 et 2020, la superficie des terres affectées par la sécheresse au Cameroun a augmenté de 30%. Cette situation est accentuée par la déforestation et la dégradation des terres qui contribuent à la diminution des ressources en eau et l'avancée du désert.
- Le Cameroun a perdu 20% de sa couverture forestière entre 1990 et 2020. Or, la déforestation prive les sols de leur couverture protectrice, ce qui les rend plus sensibles à l'érosion et à la sécheresse.
- Le lac Tchad qui borde le Cameroun au nord a perdu 90% de ses eaux depuis les années 1960.
- La sécheresse a entraîné des conflits entre agriculteurs et éleveurs au sujet de l'accès aux ressources naturelles. En 2021, plus de 100 000 personnes ont été déplacées suite aux conflits liés à la sécheresse au septentrion camerounais.

## 2.3. Actions mises en place pour répondre à la problématique

Domaines/Secteurs	Actions mises en place
Optimisation de la gestion de l'eau	<ul style="list-style-type: none"><li>- Promotion/Construction des infrastructures de stockage telles que les barrages communautaires de retenues d'eau et les systèmes de collecte des eaux de pluies.</li><li>- Promotion du recyclage des eaux usées et des techniques d'irrigation durable (système goutte-à-goutte).</li></ul>
Agriculture résiliente	<ul style="list-style-type: none"><li>- Vulgarisation des cultures adaptées, introduction des variétés résistantes à la sécheresse (sorgho, millet, niébé).</li><li>- Vulgarisation de l'agroforesterie.</li></ul>
Développement de l'élevage résilient	Appui à l'amélioration des systèmes de production de fourrage.
Protection des écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"><li>- Lutte contre la déforestation (reboisement et gestion durable des forêts notamment autour des bassins versants).</li><li>- Promotion des techniques de restauration des sols.</li></ul>
Agroécologie	<ul style="list-style-type: none"><li>- Vulgarisation des variétés locales adaptées.</li><li>- Vulgarisation des pratiques agricoles adaptées (fertilisation naturelle à partir des fumures organiques etc</li></ul>



	; protection des sols à travers les plantes de couverture, le paillage etc.)
Sensibilisation	Organisation des campagnes sur l'économie d'eau et les bonnes pratiques agricoles.

## 2.4. Freins et leviers au changement pour répondre à la problématique

Freins, difficultés, obstacles à la mise en place d'actions, ou à leur mise à l'échelle	Leviers d'actions, conditions favorables (techniques ou organisationnelles) pour dépasser les difficultés
Fort attachement aux pratiques ancestrales ou peur du changement	Sensibilisation et vulgarisation des bonnes pratiques
Problème d'accès au foncier	Mise en place des stratégies incluant les mécanismes de gestion foncière qui favorisent l'accès équitable aux ressources, les approches agricoles durables, la restauration des terres dégradées.
Absence de zonages	Gestion intégrée des ressources en eau et des terres à travers : <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aménagement du territoire et la gestion foncière (délimitation des zones sensibles, mise en place de zones tampons) ;</li> <li>- L'adaptation de l'agriculture et de l'élevage ;</li> <li>- Les pratiques agricoles durables (mise en œuvre de techniques agricoles favorisant la conservation de l'eau et la protection des sols, comme le paillage, le non-labour, et l'agroforesterie) ;</li> <li>- L'éducation sur les enjeux de la sécheresse.</li> </ul>
Insuffisance de personnels techniques qualifiés dans la mise en œuvre et le suivi des actions liées à la sécheresse	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement d'une politique de formation des personnels techniques en charge des questions liées à la sécheresse ;</li> <li>- Renforcement des capacités des personnels des ministères clés concernés par les questions liées à la sécheresse.</li> </ul>
Manque d'équipements adaptés notamment en matière d'irrigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification et vulgarisation de techniques endogènes/locales en matière d'irrigation</li> </ul>



Freins, difficultés, obstacles à la mise en place d'actions, ou à leur mise à l'échelle	Leviers d'actions, conditions favorables (techniques ou organisationnelles) pour dépasser les difficultés
	- Mise en œuvre d'actions d'accompagnement
Insuffisance/manque de financement	- Identification des sources de financement - Mise en œuvre d'actions de plaidoyer
Faible implication des femmes et des jeunes dans le processus décisionnel	Mise en œuvre d'actions de plaidoyer
Non-respect/contournement de la réglementation en vigueur par les communautés	Sensibilisation et vulgarisation de la réglementation

## 2.5. Messages de plaidoyer prioritaires

Cibles de plaidoyer	Messages de plaidoyer formulés à destination de cette cible
Le gouvernement	<p>Les impacts de la sécheresse sont déjà visibles au Cameroun à travers la raréfaction de l'eau potable, la hausse des cas de malnutrition, en particulier chez les enfants, les tensions communautaires, nés de la compétition pour les ressources entre agriculteurs et éleveurs.</p> <p>Il est urgent de renforcer les systèmes de gouvernance et d'assurer à tous, l'accès équitable aux ressources hydriques et foncières.</p>
Les parlementaires	<p>Dans les régions du Cameroun exposées à la sécheresse, la diminution drastique des précipitations entraînent des conséquences désastreuses sur l'agriculture, l'élevage et la sécurité alimentaire. Les cultures de base telles que le mil, le maïs et le sorgho ne résistent plus aux longues périodes de sécheresse.</p> <p>Nous devons allouer des ressources financières suffisantes et mettre en œuvre des politiques qui favorisent la résilience des territoires à la sécheresse</p>
Les bailleurs de fonds	<p>Le Cameroun a perdu 20% de sa couverture forestière entre 1990 et 2020. Entre 2010 et 2020, la superficie des terres affectées par la sécheresse au Cameroun a augmenté de 30%. Cette situation a un impact</p>



Cibles de plaidoyer	Messages de plaidoyer formulés à destination de cette cible
	dévastateur sur les populations, les économies et l'environnement. Nous vous invitons à renforcer votre engagement financier envers le Cameroun en soutenant des programmes tournés vers des solutions durables en matière de résilience des communautés face à la sécheresse.
Les ONG internationales	Au Cameroun les communautés rurales sont les plus touchées par la sécheresse. Les récoltes ont chuté de près de 40 % ces dernières années, mettant en péril la sécurité alimentaire de milliers de familles. De nombreux agriculteurs, impuissants face à la situation, abandonnent leurs terres pour migrer vers des zones urbaines à la recherche de meilleures opportunités. Ces communautés rurales ont besoin de notre soutien pour restaurer leurs terres et s'adapter au changement climatique.

## Annexe

- Agenda de l'atelier

HEURES	ACTIVITES	RESPONSABILITE
8 h :30-9h :00	Arrivée et inscription des participants	SAILD
9 h:00-9 h :30	-Présentation des participants -Présentation des objectifs	Modérateur
9h30-10h	-Pause-café et photo de famille	Logistique hôtel
10h-10h30	Présentation de la stratégie COMDEKS	SAILD
10h30-11h00	-Présentation du processus de la Désertif'actions 2026 et la COP 17 -Echanges	SAILD



11h00- 12h	World café Table 1: Impacts de la sécheresse sur les systèmes de production Table2 : Freins à la mise en œuvre d'actions face à la sécheresse Table 3 : Leviers d'actions face à la sécheresse	Participants
12h-12h30	Restitution du world café	Participants et modérateur
12h30-13h30	- Pause déjeuner	Logistique hôtel
13h30-14h30	-Travaux de groupe Actions mises en œuvre pour améliorer la résilience face à la sécheresse au niveau des systèmes de production et pour la gestion durable des ressources naturelles	Participants
14h30-15h	- Restitution des travaux	Participants et modérateur
15h-15h30	Brainstorming sur le rôle des acteurs (décideurs politiques, société civile, communautés, locales...) pour plus de résilience face à la sécheresse	Modérateur
15h30-16h00	- Recommandations -Mot de fin	Modérateur

